

24.02.2016

Communiqué de presse : Pour la solidarité , pour la paix sociale dans l'UE !

La politique agricole de l'UE doit cesser de monter les éleveurs européens les uns contre les autres

Le temps est révolu où l'Union européenne était l'institution de solidarité et de maintien de la paix qu'elle a été pendant longtemps pour de nombreux d'entre nous. Brexit, Grexit, crise des réfugiés, crise financière : nous pourrions nommer de nombreux exemples de forces actuelles qui, au lieu de rapprocher les pays européens, ne font que les écarter. Aujourd'hui, le secteur agricole lui aussi est un facteur de division de l'Union. Voici notre revendication d'une véritable POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE !

Bruxelles, le 24/02/2016 : Nous avons besoin d'une politique qui rapproche les personnes. Ceci s'applique à tous les secteurs, mais tout particulièrement au secteur agricole. La politique agricole actuelle a engendré une crise qui écrase les prix des produits agricoles, privant les producteurs de leur revenu et de leurs moyens de subsistance. La réaction des éleveurs face à cette réalité est tout à fait typique lors de tels dysfonctionnements sociaux : outre les virulentes protestations contre la politique, de nombreux cas surviennent où des producteurs s'en prennent à leurs collègues d'autres pays. Ainsi, par exemple, des citernes de lait en provenance de pays voisins sont arrêtées et vidées sur la voie publique, dans le but d'éviter que du lait venu d'ailleurs n'augmente encore davantage la pression sur un marché national déjà sursaturé.

Dans un mouvement de panique, les consommateurs et les laiteries du pays sont exhortés à n'acheter ou ne transformer plus que des produits nationaux. La détresse des producteurs les pousse à mener une lutte pour les ressources avec leurs voisins – qui eux aussi doivent se battre pour leur survie. Car dans leur pays aussi, le marché est sursaturé.

Les possibilités qu'offre la politique agricole commune ne sont pas exploitées

Tout cela est d'autant plus douloureux qu'en fait l'Union européenne dispose d'une politique agricole commune qui pourrait résoudre la crise au niveau européen, pour tous les pays. Pour le secteur laitier notamment, une limitation des volumes centralisée en période de crise s'imposerait. Celle-ci pourrait être mise en œuvre par le biais d'une réduction volontaire de la production ainsi que d'autres éléments du Programme de responsabilisation face au marché. Cela permettrait de remédier à la sursaturation des marchés dans tous les pays, de manière équitable. Cependant, cette opportunité qu'offre la politique agricole commune n'est pas saisie. Au contraire, l'on préfère attiser davantage l'égoïsme national, qui prend sa source dans le désespoir.

La Commission européenne et des pays tels que l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Irlande continuent à promouvoir une politique d'augmentation des volumes et demeurent aveugles face à leur responsabilité de maintenir la paix sociale dans l'UE.

Les propositions des États membres doivent aboutir à la mise en place d'une limitation des volumes

D'ici demain, le 25 février 2016, les États membres sont appelés à déposer auprès de la Commission européenne des propositions pour résoudre la crise actuelle. Il est important que ce processus aboutisse à la mise en place d'une limitation des volumes. Cela dépendra en partie de la nature des propositions, mais aussi de leur évaluation par la Commission européenne. Si parmi les concepts proposés, la Commission se limite comme dans le passé à choisir et promouvoir uniquement les points qui correspondent à sa propre stratégie – à savoir crédits à la production, soutien aux exportations, etc. – cela révélera une fois de plus à quel point elle abuse de sa position. Et cela montrera clairement le manque de compréhension et la négligence avec laquelle la Commission fait face à sa responsabilité dans le maintien de la paix social.

N'oublions pas : il existe dans l'UE la possibilité de s'attaquer ensemble au problème de la surproduction sur le marché du lait, de façon à ne pas abandonner à leur sort les éleveurs et les consommateurs des différents pays. Si la Commission européenne et les États membres – avant tout l'Allemagne – ne saisissent pas cette chance, les voix qui maudissent la

perméabilité des frontières par rapport à d'autres pays de l'UE se feront entendre encore davantage. Il existe un risque important que non seulement l'UE en soit fragilisée, mais que cela provoque son éclatement.

L'European Milk Board plaide pour une Union européenne caractérisée par une action commune et solidaire en faveur de la paix et du bien-être de ses citoyens. La politique agricole commune doit cesser de monter les producteurs européens les uns contre les autres !

Contacts :

Président de l'EMB, Romuald Schaber (DE) : +49 (0)160 352 4703

Attachée de presse de l'EMB, Silvia Däberitz (DE, EN) : +32 (2)808 1936

[télécharger le communiqué](#)

[<<< back](#)